

Un sage peut en cacher un autre

Ce mois de septembre s'est achevé aux sons de la « révolution » feutrée qui s'est déroulée sous les lambris du Sénat. La presse nous a abreuvé de ce moment « historique » et il s'en est fallu de peu que certains envoyés spéciaux sur le front du Luxembourg nous décrivent de ventripotents sénateurs sans-culottes, coiffés du bonnet phrygien, fêtant un litron de rouge à la main, la prise du Sénat, inexpugnable citadelle de la réaction.

Si l'émergence d'une majorité de gauche au Sénat est une première sous la cinquième République, en revanche que se ne sera pas la première fois qu'un président de gauche « monte au plateau ». En effet, après avoir présidé de 1947 à 1958 le Conseil de la République (le Sénat de la IVème), Gaston Monnerville, sénateur de la gauche démocrate de Cayenne, fut pendant dix ans président du Sénat. De par la constitution, ce deuxième personnage de l'Etat est celui qui, en cas de vacance, assure par intérim la présidence de la République. Et c'est ce qui se passa lorsque le général de Gaulle démissionna en 1969. Mais Alain Poher venait de succéder à Gaston Monnerville et la France, à quelques mois près, n'a pas eu son premier Président de la République noir... même par intérim, quel coup de tonnerre cela aurait été !

Si ce n'est pas une révolution que nous avons vue ce 25 septembre, c'était tout de même un sacré virage. En effet, de par sa composition et son mode d'élection, le Sénat est fait pour représenter essentiellement la France rurale conservatrice, celle qui reste attachée à ses valeurs et qui se méfie du changement.

Longtemps le Sénat a été renouvelé par tiers tous les trois ans, ce qui évite les changements brutaux et laisse le temps d'absorber en douceur l'évolution de la société.

Mais désormais, le mandat des sénateurs est de six ans et le renouvellement de la Chambre Haute se fait par moitié : l'amortisseur a disparu, la bascule de la majorité se trouve facilitée.

Ainsi, on peut voir dans ce changement de majorité, l'aboutissement d'un long, d'un très long virage résultant de la victoire de la gauche à toutes les élections locales. C'est la traduction de l'existence d'un temps sénatorial beaucoup plus lent.

On peut aussi y voir, face aux soi disant réformes de ce gouvernement qui ne sont guère qu'une vaste entreprise de démolition¹, la marque de la logique immuable des grands électeurs : la résistance aux changements brusques. Mais le centre de gravité s'est déplacé et c'est aujourd'hui de la droite que viennent les bouleversements exécrés.

Comme souvent, la vérité procède sans doute de ces deux visions à la fois.

Chambre lente où le temps de la réflexion prime sur la précipitation politicienne, chambre allergique aux mouvements brusques, le Sénat n'est pas pour autant (qu')une préretraite dorée pour politiciens cacochymes. Si l'on peut à juste titre s'interroger sur le coût du Sénat pour la nation, on doit à l'honnêteté de reconnaître le travail remarquable de nombre de sénateurs et la qualité, bien souvent supérieure à ceux des députés, des rapports qu'ils produisent.

On se demande alors quelle peut bien être l'utilité réelle d'une telle chambre qui n'a, dans la quasi totalité des cas, jamais le dernier mot dans la production législative. Un rôle de « conseil de la République » dit-on parfois... c'était le nom du Sénat sous la IVème. Une chambre de sages et d'humanistes dit on aussi.

Humanistes ! certaines propositions de loi sénatoriales sont loin de mériter ce nom. D'autres en revanche non seulement portent fièrement ce nom mais, ô surprise, paraissent en avance sur ce que les médias disent qu'est la société.

¹ ne trouvant pas de cohérence à toutes ces lois et « contre-lois », seule la démolition me paraît suivre une ligne cohérente.

Je pense en particulier à une proposition déposée le 20 juillet dernier sur le bureau du Sénat et dont il ne me semble pas que l'on ait fait beaucoup de commentaires dans la presse. Une proposition de loi qui souffle comme une douce brise rafraîchissante au dessus de l'oppressante violence et l'effrayante brutalité que se complaisent à relayer nos petits écrans.

Cette proposition de loi est ainsi présentée par ses signataires² : « *Le texte qui vous est proposé a pour objet l'introduction de la formation à la résolution non violente des conflits à tous les niveaux du système éducatif français ; l'intégration de cet enseignement dans la formation initiale et continue des enseignants ; l'accès de tous les adultes, travaillant sur un site scolaire, à une formation à la gestion et à la résolution des conflits ; la création d'un institut universitaire spécialisé dans la recherche sur la culture de la non-violence et de la paix et sur l'éducation à la résolution non violente des conflits.* »

Alors que le Gouvernement propose d'augmenter le budget de la Défense Nationale (qui est le troisième plus important budget militaire au monde après les USA et la Chine, cocorico !!), alors que le même continue de sabrer dans les dépenses sociales, l'éducation, la santé, la justice, avec une froide brutalité, voilà que, comme une lumière dans la poisseuse et sombre ambiance que l'on veut faire peser sur nous, quelques dizaines de sénateurs proposent d'introduire à l'école une formation à la non violence.

Cette démarche est une réponse à ce qu'évoquait la chronique de septembre sur le formatage de la jeunesse au néolibéralisme – et son échec – En introduisant une culture de la non violence à l'école, c'est sur le long terme, une population entière qui est sensibilisée et qui change de comportement. C'est tout un mode de fonctionnement en société qui s'en trouve bouleversé, aux antipodes de l'individualisme effréné intrinsèquement porteur de violence que l'on inculque depuis quelques temps.

Depuis peu, les auteurs de cette proposition de loi sont majoritaires à la Chambre Haute, l'an prochain sans doute, l'Assemblée sera du même bord politique. Viendra alors le temps des nécessaires compromis, c'est à dire des arbitrages entre les différentes priorités, de la tentative d'harmoniser des systèmes de valeurs divergents, idéalement d'avancer vers le but fixé en faisant reconnaître ses valeurs propres dans le respect des valeurs opposées. Ce qui implique de mettre en œuvre une véritable culture non violente, antipode du passage en force, mais aussi absolu contraire de la compromission, ce lâche abandon de ses propres valeurs si fréquent en politique ... et ailleurs.

Que deviendra alors cette belle proposition ? Il est sans doute hasardeux de prendre les paris sur son vote rapide mais, même si elle devait mettre des années à devenir Loi, elle est une graine. La graine d'un printemps nouveau que l'on sait germant lentement sous la terre froide de notre hiver.

Et si ce Sénat que l'on sait conservateur traduit les mouvements profonds de la société, alors on peut voir dans le fait qu'il plante aujourd'hui cette graine, une irrésistible volonté du peuple de tourner le dos au futur sombre que l'on tente de lui imposer et, usant de son libre arbitre, une marche dans la lumière vers plus d'humanité.

Me Simon

² Une très grande majorité de socialistes (dont l'actuel président du Sénat), quelques écologistes, des non inscrits et, c'est à noter, l'ancien président UMP du Sénat (alors en fonction).